



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1998/42/Corr.1
1er avril 1998

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-quatrième session
Point 8 d) de l'ordre du jour provisoire

QUESTION DES DROITS DE L'HOMME DE TOUTES LES PERSONNES
SOUMISES A UNE FORME QUELCONQUE DE DETENTION
OU D'EMPRISONNEMENT, EN PARTICULIER :

QUESTION D'UN PROJET DE PROTOCOLE FACULTATIF SE RAPPORTANT
A LA CONVENTION CONTRE LA TORTURE ET AUTRES PEINES
OU TRAITEMENTS CRUELS, INHUMAINS OU DEGRADANTS

Rapport du Groupe de travail chargé d'examiner le projet
de protocole facultatif se rapportant à la Convention
contre la torture et autres peines ou traitements
cruels, inhumains ou dégradants

Rectificatif

Paragraphe 20

Au lieu de expert lire membre.

Paragraphe 21

Au lieu de experts lire membres.

Paragraphe 71

Remplacer le texte de ce paragraphe par :

Le représentant de l'Afrique du Sud, appuyé par le représentant de l'Italie, a estimé que c'était affirmer la souveraineté de l'Etat que d'autoriser des visites dans des lieux de détention. Le représentant du Canada a exprimé l'opinion de son Gouvernement qu'en signant un traité un Etat affirmait sa souveraineté.

Paragraphe 79

Ajouter ce qui suit à la fin du paragraphe :

Le représentant du Canada a indiqué que les délégations n'avaient pu, malgré leur réunion informelle, se mettre d'accord sur un texte définitif parce que l'une d'elles avait estimé que les questions touchant l'article 12 ne pouvaient être réglées séparément de celles qui touchaient l'article premier.

Paragraphe 159

Au lieu de ... mars/avril 1998 lire 1er avril 1998.
